

Service Protection de l'Environnement  
33, avenue de Romans  
B.P. 96  
26000 VALENCE

VALENCE, le 30/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS LA SERRE AU CROCO**

395 Allée de Beauplan  
26700 PIERRELATTE

Références : MR/2022-04004  
Code AIOT : 0052600528

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement SAS LA SERRE AU CROCO implanté 395 Allée de Beauplan 26700 PIERRELATTE. L'inspection a été annoncée le 10/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été menée conjointement avec l'inspectrice de la faune sauvage captive Natalie DAURADE. Toute la partie concernant les espèces présentes et tous les enclos de l'établissement ne sera pas traitée dans ce présent rapport.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS LA SERRE AU CROCO
- 395 Allée de Beauplan 26700 PIERRELATTE
- Code AIOT : 0052600528
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La SAS SERRE au CROCO est un établissement de présentation d'animaux non domestiques au public qui a été créé en 1991. L'établissement a fait l'objet de modifications dont les plus récentes sont une nouvelle autorisation d'exploiter par arrêté préfectoral du 6 février 2014 n°2014037-0012 et complété par un arrêté préfectoral du 14 janvier 2016 n°2016018-0037.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les suivis périodiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'établissement est régulièrement suivi.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'établissement ne présente pas de nouveaux enjeux environnementaux depuis 2014 sauf la réfection de la toiture qui a permis d'importantes économies d'énergie. Les suivis périodiques sont réguliers.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Lutte contre les animaux indésirables

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/01/2016, article 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Généralités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions efficaces sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction. Le plan de lutte contre les insectes et rongeurs doit être présenté à l'inspection de l'environnement à sa Demande.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Les postes d'appâtage sont répartis conformément au plan de lutte contre les indésirables, l'exploitant a présenté son contrat et les avis de passage 2022 de son prestataire de service.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Contrôle des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/01/2016, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Préventions des pollutions atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 07/05/07 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatique doivent être respectées notamment : La fréquence des contrôles d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes dans les équipements frigorifiques et climatiques est la suivante : 27/85 - une fois tous les douze mois si la charge en fluide frigorigène de l'équipement est supérieure à 2 kg ; - une fois tous les six mois si la charge en fluide frigorigène de l'équipement est supérieure à trente kilogrammes. Les résultats du contrôle d'étanchéité et les réparations effectuées ou à effectuer sont inscrits sur la fiche d'intervention relative à certains fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques. La fiche d'intervention doit permettre d'identifier en particulier chacun des circuits et des points de l'équipement où une fuite a été détectée.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Les installations frigorifiques sont réparties en trois pôles pour lesquels les prestataires effectuent les contrôles réguliers d'étanchéités. L'exploitant a présenté à l'inspection le registre du suivi des interventions ainsi que les rapports de vérifications.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Relevé des prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/01/2016, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et préventions de la pollution de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau (alimentation en eau du réseau public et forage) doivent être chacune munies d'un dispositif de mesure totalisateur agréé. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, mensuellement si le débit est inférieur. Ces informations ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile doivent être inscrites dans un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.
<b>Constats :</b> Non conforme
<b>Observations :</b> Le compteur de forage n'est plus opérationnel car les valeurs sont au delà du débit de la pompe. Ce compteur devra être remplacé.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### N° 4 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/01/2016, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Préventions des risques et sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Afin de ne pas charger le plan des zones à risques, l'exploitant devra séparer les plans de zones à risques avec une partie générale des "risques à l'environnement" liées aux intérêts protégés (personnes, pollutions...) et une partie "risques incendie-explosion" dont la finalité est à destination des services de secours dans le cadre d'une intervention notamment par la présence de produits susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Installation électrique de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/01/2016, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Préventions des risques et sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Le contrôle des vérifications électriques a été réalisé le 24/02/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Mesures de protection contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/01/2016, article 7.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Préventions des risques et sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Le contrôle de vérification des moyens de lutte contre l'incendie a été réalisé le 16/06/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Prescriptions applicables aux risques à proximité du site de Tricastin**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/01/2016, article 7.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Préventions des risques et sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est situé dans le périmètre du Plan Particulier d'Intervention du site nucléaire du Tricastin, il possède à ce titre une procédure et des locaux adaptés à la mise à l'abri. L'établissement doit prendre toutes dispositions pour protéger ses clients en cas d'accidents nucléaire, en particulier à cinétique rapide. L'information du public sur le risque nucléaire et sur la conduite à tenir en cas d'accident (rejoindre rapidement un local de mise à l'abri) doit être assurée. La fiche "entreprises ou lieux recevant du public situés dans la zone PPI Réflexe" prévoit les mesures à prendre immédiatement, en cas de déclenchement des sirènes PPI est insérée au présent arrêté en ANNEXE 5.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> L'établissement réalise de nombreux exercices, cette année 4 exercices ont été réalisés dont les retex ont fait l'objet d'un envoi à l'inspection: - 08/04/2022 mise à l'abri - 05/07/2022 mise à l'abri - 08/07/2022 évacuation - 19/07/2022 chute dans les bassins
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Cadavres

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/01/2016, article 8.5.7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Surveillance sanitaire
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux. Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques. Les cadavres doivent être éliminés dans les conditions fixées par le règlement n° 1069/2009 CE du 21 octobre 2009 et les articles L. 226-1 et L. 226-2 du Code rural. Les lieux de stockage des cadavres doivent être nettoyés et désinfectés à une fréquence adaptée. Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection les bordereaux d'enlèvement de cadavres des trois dernières années.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite